

**Communiqué de Françoise Grolet**

**Conseiller régional de Lorraine**

**Membre du Bureau Politique du Front National**

**Candidate à la Mairie de Metz en 2014**

Metz, le 18 juillet 2013

**Demandeurs d'asile de Metz : une plainte recevable, mais pas ses instigateurs !**

Des demandeurs d'asile hébergés avenue de Blida à Metz ont saisi la justice pour obtenir un relogement. Soutenus par le Collectif Mosellan de Lutte contre la Misère, ils reprochent à l'Etat et à la ville de Metz de leur offrir un hébergement indigne. Lorsqu'ils ont été déménagés de la rue de Stoxey vers le parking isolé de l'avenue de Blida, j'ai écrit que le problème n'était que déplacé (et il était temps pour les habitants de Bellecroix...) mais en aucun cas résolu. Tout au plus caché aux yeux de la population de Metz.

Je me suis rendue récemment dans le campement de l'avenue de Blida, qui chaque jour absorbe de nouvelles familles. **Il est sidérant de penser qu'il ne s'agit pas là d'un campement clandestin, mais de la solution officielle de la Préfecture et la Mairie de Metz pour les demandeurs d'asile.** Sidérant de voir des enfants jouer avec des tuyaux d'arrosage à côté de branchements électriques dégradés. Sidérant de constater la gravité des tensions ethniques qui a déjà généré fusillades et agressions diverses. Sidérant d'observer les situations médicales incompatibles avec ce mode de vie. **Ce camp est une poudrière, et les autorités préfectorales comme municipales porteront la responsabilité des accidents qui ne manqueront pas d'arriver.**

Mais à la différence des associations formant le Collectif Mosellan de Lutte contre la Misère, je ne demande pas que l'Etat et la Mairie de Metz organise le relogement (\*) puis la régularisation de ces clandestins. Marine Le Pen et le Front National réclament qu'on ferme les pompes aspirantes qui attirent en France tous ceux qui veulent profiter d'un système social incroyablement laxiste. Certains demandeurs d'asile m'ont dit qu'ils sont ici parce que l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg les ont refusés ou leur offrent moins que la France. Très rares sont les réfugiés pour raison politique, ethnique ou religieuse ; l'immense majorité attend un logement, des allocations et des soins gratuits, que l'eldorado-France leur offrira automatiquement, sans même avoir travaillé pour cela.

**Par respect pour les personnes que j'ai rencontrées, je veux les prévenir que notre pays n'a plus les moyens de cette politique. Leur avenir n'est pas plus dans ce campement indigne que dans une vie d'assistantat en France.**

Qu'ils n'écoutent pas les associations et partis qui les manipulent par idéologie ou électoralisme. Le Collectif qui les conduira au tribunal ce 18 juillet se compose des partis qui gouvernent la France et dirigent la ville de Metz (Socialistes et Verts). Alors que leur politique nous a plongés dans les difficultés, voilà qu'ils encouragent encore le déracinement et l'arrivée dans ce bidonville messin de familles du monde entier ! **Nous ne faisons appel qu'au bon sens en disant que la France, comme tous les pays du monde, a le droit de privilégier ses concitoyens et de répondre en priorité à leurs difficultés. Ce qui**

n'exclut ni la coopération sur place avec des pays pauvres, ni l'accueil dans des délais rapides de réfugiés politiques réels.

(\*) [De son côté, le Collectif précise "des dizaines de bâtiments sont vides en Moselle : bâtiments d'Etat, logements communaux ou logements vides du parc des bailleurs sociaux qui permettraient de loger tous les demandeurs d'asile à la rue".](#)



